

Le Gouvernement garantit aux indiens la possession de leurs terres

Le Président Fernando Collor a signé les décrets d'homologation de la délimitation des terres du Parc Indigène du Xingu et de la Zone Indigène de Capoto/Jarina, dans l'état amazonien de Mato Grosso. Cet acte garantit aux près de 3.000 indiens qui vivent dans la région la possession définitive de 3.276 hectares de terre, tout en créant les conditions pour protéger l'habitat naturel et permettre la subsistance des groupes d'indiens qui y vivent depuis des siècles.

Le Parc Indigène du Xingu, dont la superficie s'élève à 2.642 ha, est situé sur les communes de São José do Xingu, São Felix do Araguaia, Canarana, Paranatinga, Marcelândia et Vera. Créé en 1961, sa délimitation administrative a été achevée en 1979. Elle dépendait toutefois de l'homologation du Président de la République. C'est dans le Parc du Xingu que vivent les tribus Suyá, Trumai, Txucarramae, Txikao, Juruna, Tapayuna, Kreenakarore, Kayabi, Kamayura, Aweti, Kuikuro, Kalapalo, Nahuqua, Matipu, Yawalapiti, Meinaku et Waura.

La Zone Indigène de Capoto/

Roberto Barroso - Radiobrás



Le Président Collor et le chef Raoni pendant la cérémonie de signature des décrets.

Jarina, d'une extension de 634.915 ha, recouvre une partie des municipalités de Peixoto de Azevedo et de São José do Xingu, et a été créée par une loi en 1973. Sa forme définitive a été adoptée grâce aux décrets de désappropriation de 1982 et de 1984,

mais ce n'est qu'aujourd'hui, avec la décision du Président, que sa situation se régularise. La Zone de Capoto/Jarina, qui n'est séparée du Parc du Xingu que par une route, abrite la tribu Txucarramae du chef Raoni.

Nettoyage de la Baie de Guanabara

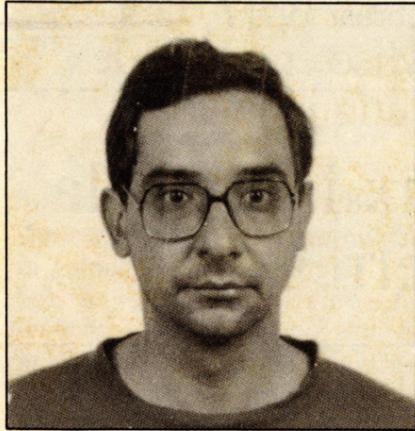
Au cours des dix prochaines années, 3,6 milliards de dollars seront appliqués dans le projet Environnement/Rio, qui inclut la dépollution de la Baie de Guanabara, à Rio de Janeiro, ainsi que d'autres travaux de récupération de la qualité de l'environnement de l'Etat de Rio. Le mois dernier,

le Président Fernando Collor a signé le décret de création du projet, qui sera coordonné par le Ministère de l'Action Sociale. 70% des trois milliards et demi de dollars proviendront de la fédération, et le restant du budget de l'Etat de Rio. La première étape, dont fait partie le nettoyage de la Baie de

Guanabara, doit être achevée avant la Conférence Mondiale sur l'Environnement et le Développement, qui se déroulera à Rio en juin 1992. Le projet prévoit le traitement des égouts domestiques actuellement déversés directement dans la baie et la dépollution de 55 rivières qui s'y jettent.

Le Projet des Forêts Nationales

Marco Antônio Fujihara



Depuis la création aux Etats-Unis, en 1872, du premier Parc national du monde, le "Yellowstone National Park", l'homme cherche de manière plus systématique à concevoir de nouvelles manières de protéger la nature, sous forme d'Unités qu'il différencie selon le type de gestion qui leur est appliqué. Dans son éventail législatif, le Brésil dispose aujourd'hui de onze catégories d'Unités de Conservation, regroupées en Unités de Protection Intégrale, en Unités de Conservation Provisoire et en Unités de Gestion Soutenue.

Parmi les Unités de Gestion Soutenue, les Forêts Nationales ont particulièrement contribué aux efforts de développement et de préservation des ressources naturelles. Le Brésil compte aujourd'hui 38 Forêts Nationales, dans les écosystèmes les plus variés, dont la superficie totale est de près de 12,5 millions d'hectares, et où nous pourrions composer un nouveau modèle du binôme conservation et développement des ressources naturelles. C'est dans cette direction

qu'oeuvre l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables (IBAMA), en particulier en réglementant les Unités de Conservation. La réglementation à l'étude fera partie d'une gamme de mesures normatives destinées à orienter les interventions publiques et privées dans ce domaine.

Cette gamme normative comprendra les aspects de l'utilisation et de la gestion des ressources naturelles, ainsi que la gestion budgétaire des Unités de Conservation, tout en privilégiant la décentralisation et l'autonomie financière de ces Unités. Autrement dit, on cherchera à doter la législation de mécanismes qui garantissent l'exploitation rationnelle des forêts nationales sans compromettre leur essence, tout en les faisant fonctionner de manière autarcique.

Grâce aux progrès atteints en termes théoriques et juridiques en ce qui concerne l'administration des forêts nationales, la mise au point d'un modèle de gestion flexible et réglementée par les pouvoirs publics devrait permettre de mettre rapidement terme à la situation actuelle des forêts nationales, aux prises avec le manque chronique de crédits, avec l'instabilité administrative, etc.

En ce qui concerne la viabilité économique de ces Unités de Conservation, la recherche de formes de développement continu, ainsi que leur diffusion auprès de ceux qui en ont besoin, représentent un grand défi.

Ces défis sont gratifiants. Bien des expériences et des essais nous paraissent prometteurs. Nous espérons que les Forêts Nationales puissent, non seulement par leur extension - ce sont les plus grandes Unités de Conservation existantes - atteindre de forme efficace les objectifs qui leur ont été assignés en fonction de leurs caractéristiques de production, de la productivité de leurs sols, du régime hydrique et du maintien constant du capital social engagé.

C'est pour ces raisons que la réglementation des Forêts Nationales est actuellement de la plus haute importance, non seulement en termes de perspectives, mais parce que son caractère concret, tangible, permettra de développer de nouvelles formes et méthodologies orientées vers un véritable développement autarcique.

Marco Antônio Fujihara est directeur des Ressources Naturelles Renouvelables à l'IBAMA.

Usines hydro-électriques: rapport d'impact obligatoire

L'Eletrobras, "holding" public du secteur électrique, est maintenant tenue d'effectuer des analyses préalables de l'impact sur l'environnement de la construction de nouvelles usines hydro-

électriques. Cette exigence fait partie du Plan 2015, plan national de l'énergie pour les 25 prochaines années, et représente un grand changement par rapport au comportement observé au cours des dernières années, où la plu-

part du temps, on élaborait d'abord les projets de construction pour ensuite essayer de diminuer l'impact des barrages et des lacs de retenue sur l'environnement.

Le Brésil crée sa première réserve de biosphère

La première réserve de biosphère brésilienne sera approuvée formellement au mois de mars, lors de la prochaine réunion de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education et la Culture (Unesco). En novembre dernier, le Conseil International du Programme "Homme et Biosphère" (MAB) de l'Unesco, réuni à Paris pour sa onzième session, a étudié cette proposition brésilienne, qui devrait donc recevoir un accord formel en mars. La réserve sera créée dans les régions restantes de la Forêt Atlantique, entre les Etats de Sao Paulo et du Parana, dans le Parc National de Tijuca, le Parc Laje

et le Jardin Botanique de la ville de Rio de Janeiro. Sa superficie totale sera de 16.000 km². De nos jours, le MAB contrôle un réseau de 285 réserves de biosphère distribués dans 72 pays.

Une des premières conséquences de cette création sera le lancement, en mars, d'un grand programme de recherches sur l'environnement, coordonné par le Jardin Botanique de Rio. Ce programme, auquel participeront des chercheurs de plusieurs pays, sera consacré à la Forêt Atlantique, un écosystème qui occupait anciennement 850.000 km² - 10% du territoire brésilien.

Une brésilienne à la tête du Conseil

Pendant la onzième session du Programme "Homme et Biosphère", la présidente de l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Renouvelables, Tania Munhoz, a été élue, par acclamation, présidente du Conseil International du Programme. C'est la première femme, et le premier brésilien, à occuper ce poste, dont le mandat est de deux ans. La nouvelle présidente devra coordonner l'étude et l'approbation des rapports et des propositions pour la création de nouvelles réserves de biosphère, dans le cadre du programme "Homme et Biosphère", ainsi qu'en accompagner l'exécution.

Des réserves privées

Le Brésil possède déjà trois réserves écologiques privées reconnues par l'IBAMA. Il s'agit de terres appartenant à des particuliers et dont la flore et la faune sont protégées. La première des réserves créées par l'IBAMA se situe dans la Fazenda Vereda Grande, dans l'intérieur de l'état de Minas Gerais, au sud-est du pays. La seconde se trouve à Florianopolis, capitale de l'état de Santa Catarina, dans le sud, et la troisième à Queimados, dans l'état de Bahia, au Nordeste. Un total de 5.474 hectares sont ainsi protégés par des particuliers.

Mise en place de l'étiquette verte

L'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables et l'Association Brésilienne des Instituts de Recherche Technologique et Industrielle ont formé une commission pour étudier la mise en place de l'étiquette verte au Brésil à partir de 1991. Déjà courante dans d'autres pays, l'étiquette verte est une sorte d'attestation aux entreprises qui fabriquent certains produits sans nuire à l'environnement. Lors d'une réunion tenue à Brasilia, la commission a décidé d'inviter au Brésil des spécialistes allemands et canadiens, pays qui possèdent une grande expérience en ce domaine, afin d'étudier la meilleure manière de mettre le système en place. En Allemagne, l'étiquette verte identifie plus de 3.300 produits.

Catalogue des ressources naturelles

Une carte des ressources naturelles connues en Amazonie, y compris des minerais, des bois et des types de sols: c'est ce que les ordinateurs de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique sont en train d'effectuer. La carte sera utilisée dans le projet de cadastre écologique de l'Amazonie, destiné à identifier les régions où une exploitation commerciale est possible, et sous quelles formes. Premier pas vers le relevé complet des richesses naturelles de l'Amazonie, cette carte se base sur des informations recueillies auprès des secteurs de l'exploitation minière, de l'agriculture et de l'exploitation forestière.

Croissance du tourisme écologique en Amazonie

L'Organisation des Etats Américains (OEA) estime que le tourisme international devrait croître entre 12 et 15% par an au cours des cinq prochaines années, grâce à une exploitation rationnelle des ressources naturelles, mais sans agression à l'environnement. Selon un rapport de l'OEA, l'intérêt des touristes étrangers - américains, allemands, français, anglais, suisses et japo-

nais - envers l'Amazonie ne cesse d'augmenter. Des représentants des gouvernements et des chefs d'entreprises des pays amazoniens - Brésil, Pérou, Colombie, Venezuela, Equateur, Bolivie, Guyane et Suriname - se sont réunis pour examiner l'augmentation du flux de touristes dans la région. En 1989, l'Amazonie a reçu près de 170.000 touristes, dont 70% ont

visité le Brésil, et l'on s'attend à ce que grâce à une politique efficace, on puisse attirer plus de 300.000 visiteurs. L'Entreprise Brésilienne de Tourisme (Embratur) maintient sa politique de concertation avec les chefs d'entreprises afin de stimuler de nouveaux investissements qui permettent d'augmenter la capacité d'accueil de touristes brésiliens ou étrangers.

Plan d'occupation écologique

Le gouvernement a créé la Commission de Coordination du Plan d'Occupation Ecologique et Economique du territoire brésilien. Celle-ci devra planifier, coordonner et évaluer l'exécution d'un programme de définition des régions du territoire brésilien susceptibles d'une exploitation économique. Il s'agit, avec la participation des gouvernements des états, de déterminer où et comment les activités économiques pourront se dérouler, ce qui permettra de garantir la protection de l'environnement.

Reboisement de 20 millions d'hectares

Le projet Floram, coordonné par l'Institut de Hautes Etudes de l'Université de Sao Paulo, est destiné à promouvoir le reboisement de vingt millions d'hectares, en trente ans, sur tout le territoire brésilien, au prix de US\$ 20 millions. Plusieurs sous-projets seront définis, selon les nécessités de chaque ville ou de chaque région; leur exécution sera confiée aux gouvernements des états et aux municipalités.

Des fonds étrangers pour la forêt

Le gouvernement du Canada va transférer 9,9 millions de dollars pour le développement de projets d'exploitation et de transformation du caoutchouc, de la noix du Brésil et du copahu dans sept réserves d'extraction de l'état du Para, situé dans le nord-ouest du Brésil. Le projet englobe 1,2 millions d'hectares et devrait toucher 22.000 familles qui vivent déjà dans la forêt et pourront exercer leurs activités économiques traditionnelles tout en garantissant la protection de l'environnement.

Recyclage des ordures

Le gouvernement fédéral va encourager le recyclage des ordures ménagères et industrielles dans les villes brésiliennes: c'est ainsi qu'a été institué, dans le cadre du Secrétariat de Sciences et Technologie de la Présidence de la République, un groupe de travail chargé d'étudier le dossier. Dans plusieurs villes, il existe déjà des expériences de recyclage d'ordures pour la production de gaz, d'engrais et de matières premières. Le programme du gouvernement commencera donc par

l'évaluation des expériences réalisées dans certaines villes pionnières, comme Curitiba et Porto Alegre, dans le sud du pays, Rio de Janeiro et Belo Horizonte, dans le sud-est, Brasilia, la capitale fédérale, ainsi que dans certaines villes de l'intérieur du Brésil, comme Novo Hamburgo (Rio Grande do Sul) et Uberaba (Minas Gerais). Le recyclage présente l'avantage supplémentaire de diminuer les décharges publiques.

Une aciérie contrôle sa pollution

La compagnie Aços Especiais Itabira (Acesita), premier fabricant d'acier inoxydable du Brésil, est en train d'appliquer 36 millions de dollars dans un plan directeur de protection de l'environnement de son usine principale, située à Timoteo, dans l'état de Minas Gerais. L'objectif du plan est de contrôler la pollution en combattant les problèmes hydrologiques et atmosphériques provoqués par le fonctionnement de l'aciérie.

Des Investissements pour la Forêt Atlantique

Le gouvernement investit actuellement 25 millions de dollars dans la première étape du projet de récupération de la partie restante de la Forêt Atlantique. Cet écosystème, qui recouvrait anciennement 850.000 km², soit 10% du territoire brésilien, n'en occupe plus que 25.000, situés dans les états du Parana et de Santa

Catarina, dans le sud du pays, et dans les états de Rio de Janeiro et d'Espirito Santo, dans la région sud-est. Le projet est destiné à perfectionner l'utilisation des ressources naturelles, en préservant des espèces animales comme les singes, les *mico-leao* dorés (leontopithèques) et les perro-

quets, et les espèces de la flore brésilienne, entre autres le *pau-brasil*. Le projet est mis en oeuvre par le gouvernement fédéral, en coopération avec les états et les municipalités concernées, et prévoit aussi le reboisement de zones dévastées au cours des dernières décennies.

90 millions de graines à Rio

Près de 90 millions de graines d'arbres d'espèces forestières typiques de la Forêt Atlantique ont été déversées sur 12 hectares de forêts de la ville de Rio de Janeiro par une escadrille d'hélicoptères, d'ULM, de deltaplanes et de deltaplanes motorisés. Sous l'égide de l'Institut Forestier de l'Etat de Rio et dans le cadre du plan général de récupération de la Forêt Atlantique, le lancement des graines fait partie du projet "Habillons Rio en vert", un des préparatifs de la Conférence Mondiale sur l'Environnement et le Développement, qui sera organisée par l'Organisation des Nations Unies, à Rio, en 1992. Avec le lancement de graines d'espèces à croissance rapide, l'on espère couvrir des zones aujourd'hui sujettes aux incendies pendant les périodes de sécheresse.

C'est à Sao Paulo que tout avait commencé

Le projet de lancement des graines à Rio s'est inspiré d'une expérience réalisée en 1989 dans la région de la Serra do Mar, à Cubatao, grand centre industriel de la ville de Sao Paulo. Bien que les programmes de récupération de la région de Cubatao durent déjà depuis plusieurs années, on y trouve encore des indices de pollution élevés. Les études indiquent que pour chaque millier de graines lancées par des avions et des hélicoptères sur Cubatao, une seule a réussi à germer. Cet indice est considéré satisfaisant par les organismes officiels chargés du reboisement de la Serra do Mar.

Des crédits de la BID pour l'environnement

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) est intéressée par le financement de projets de protection de l'environnement au Brésil, selon les informations données aux autorités brésiliennes par le chef de la Division de protection de la nature de cette institution,

M. Marc Dourojeanni, pendant une visite à Brasilia, à la fin de l'année dernière. Entre autres, la BID pourrait financer des projets de réserves d'extraction et de forêts nationales en Amazonie, ainsi que des projets de relevés et de cadastres de la région. Le gouvernement brésilien sollicite

des crédits pour la mise en oeuvre du Plan National de Protection de l'Environnement, qui inclut des projets gouvernementaux et non-gouvernementaux. La BID a déjà approuvé la concession de près de 1,5 milliards de dollars à d'autres pays d'Amérique.

Le Parlement britannique fait des éloges à la politique brésilienne de protection de l'environnement

C'est dans un rapport de son Comité pour l'Environnement que le Parlement britannique fait des éloges au Président Collor pour son travail en défense de l'environnement. Ce rapport, préparé par une mission parlementaire venue au Brésil l'année dernière, affirme que le nouveau gouvernement brésilien "est fermement engagé dans la protection de l'environnement" et reconnaît que l'extension des zones détruites de la forêt amazonienne "n'est pas aussi grande qu'on le pensait auparavant". En soulignant que l'oeuvre du gouvernement im-

pliquait de grands efforts pour contrôler l'Amazonie légale, dont la superficie dépasse celle de l'Europe, les anglais ont communiqué la bonne impression dégagée par le Secrétaire Spécial à l'Environnement, M. José Lutzemberger, et par le Secrétaire des Sciences et de la Technologie, M. José Goldemberg qui, aux côtés du Président Fernando Collor, "se consacrent vigoureusement à la cause de la protection de l'environnement". La mission britannique était composée de huit parlementaires et de deux spécialistes en écologie.

La presse étrangère accorde un prix au Prof. Lutzemberger

A la fin de l'année dernière, le Secrétaire Spécial à l'Environnement du gouvernement brésilien, M. le Prof. José Lutzemberger, a reçu le "Prix de la Presse" concédé par l'Association des Correspondants Etrangers au Brésil, organisation qui réunit près de 200 représentants de la presse étrangère. Ce prix a été décerné au professeur Lutzemberger en reconnaissance des efforts qu'il a engagés pour établir un dialogue de haut niveau

entre le Brésil et les pays du Premier Monde sur des questions de protection de l'environnement. Considéré par les correspondants étrangers comme "l'ambassadeur brésilien de l'environnement", le professeur Lutzemberger a aussi participé activement aux discussions du Groupe des Sept - Etats-Unis, France, Japon, Allemagne, Italie, Angleterre et Canada - qui ont débouché sur la décision d'aider le Brésil à résoudre ses problèmes écologiques.

Curitiba reçoit un prix international

Curitiba, capitale de l'état du Parana, situé dans le sud du Brésil, a reçu en décembre de l'Institut International pour la Conservation de l'Energie un prix décerné pour son système intégré de transports et de voies cyclables, ainsi que pour les programmes "Des ordures qui n'en sont pas" et "Achat d'ordures dans

les endroits d'accès difficile". Au mois de septembre, la ville de Curitiba avait déjà reçu de l'Organisation des Nations Unies un prix pour ses programmes de protection de l'environnement, et surtout pour son système de recyclage des ordures ménagères et industrielles.

Les pays latins parlent de la pollution

L'Agence Brésilienne de Coopération, organisme rattaché au Ministère des Relations Extérieures, organise en novembre 1991 une série de rencontres internationales avec des membres des gouvernements des pays latino-américains. On y étudiera les dossiers des résidus solides et liquides, ainsi que de l'émission de gaz dans l'atmosphère des villes du continent: ces questions constituent un des thèmes de la Conférence Mondiale sur l'Environnement, qui se tiendra à Rio de Janeiro en 1992. On cherchera donc des alternatives pour réduire les effets de la pollution provoquée par les gaz et par les résidus urbains et industriels. Des représentants de villes américaines, japonaises et européennes ayant mis en place de tels programmes ont été invités à participer à ces rencontres.

9 millions de dollars d'amendes

L'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables (IBAMA) a appliqué des amendes d'une valeur de près de 9 millions de dollars au cours d'opérations de combat contre le déboisement, les feux criminels et diverses atteintes à l'environnement amazonien. A elle seule, "l'Opération Amazonie", lancée en juin 90, a permis à l'IBAMA de saisir cent mille mètres cubes de bois irrégulièrement coupé. Cette opération continue cette année, avec la coopération des hélicoptères de l'Aviation et de la Police Fédérale, afin d'empêcher les feux allumés tous les ans par les agriculteurs qui veulent étendre leurs pâturages.

Les chercheurs d'or expulsés du territoire Yanomami

Le gouvernement a décidé de poursuivre "l'Opération Yanomami", destinée à éloigner des territoires des indiens Yanomami (situés dans les états de Roraima et de l'Amazonie) les chercheurs d'or qui s'y sont installés illégalement. Jusqu'au mois de janvier, une action conjointe de la Fondation Nationale de l'Indien et de la Police Fédérale avait débouché sur la destruction à la dynamite de 64 pistes d'atterrissage clandestines

servant à l'écoulement de la production d'or et de cassitérite. Près de 40.000 "garimpeiros" ont été retirés de la réserve des Yanomamis. D'autre part, outre de grandes quantités de minerais, des avions et un hélicoptère qui servaient au transport d'hommes et de minerais ont été saisis. Les gouvernements du Brésil et du Venezuela mettent actuellement en place un plan d'action conjointe pour éviter l'escalade de

l'exploitation illégale à la frontière entre les deux pays, puisque le territoire Yanomami s'étend sur 9 millions d'hectares, de part et d'autre de cette frontière.

La réserve abrite près de 9.000 indiens, répartis dans 192 villages. Avec le soutien d'autres pays, et en particulier des volontaires français de l'organisation non-gouvernementale Médecins du Monde, le gouvernement brésilien a mis en oeuvre un programme permanent d'assistance sanitaire, grâce auquel l'incidence de la malaria est tombé l'année dernière de 90% à 10%, et les cas d'autres maladies ont sensible-

Les peuples de la forêt siègent au Conama

Le Président Fernando Collor a nommé le président du Syndicat des Travailleurs Ruraux, M. Osmarino Amancio Rodrigues, et le coordinateur national de l'Union des Nations Indigènes, M. Ailton Krenak, membres du Conseil National de l'Environnement (Conama). Grâce à cette décision, les représentants des peuples de la forêt participeront donc directement aux décisions de cet organisme, qui établit les lignes directrices de la politique nationale de protection de l'environnement. Osmarino Amancio est considéré comme le successeur de Chico Mendes, dirigeant du mouvement écologiste assassiné en décembre 1988. Les responsables du meurtre, Darli Alves da Silva et son fils, Darci Alves Pereira, ont été récemment condamnés à 19 ans de prison.

Nouveaux reboisements à Carajas

Le gouvernement va mettre en place un programme destiné à reboiser au moins un million d'hectares et en préserver 300.000 aux abords de la voie ferrée de Carajas, région où se situent les plus grandes réserves de minerai de fer du monde. Grâce à ce programme, on espère garantir l'approvisionnement en bois aux usines sidérurgiques qui utilisent le charbon de bois pour la fabrica-

tion de l'acier. D'autre part, une décision du Secrétariat au Développement Régional de la Présidence de la République n'autorise la concession d'avantages fiscaux et financiers qu'aux aciéries qui disposent de programmes forestiers leur assurant l'autonomie en charbon de bois pour toute leur durée de vie.

Secteur privé et reboisement

Le gouvernement fédéral a l'intention de fournir son assistance technique et certains avantages fiscaux pour des projets de reboisement en Amazonie, tout en laissant au secteur privé la charge d'exécuter la plupart de ces projets. L'idée du gouvernement est d'encourager les entreprises qui ont déjà des activités économiques dans la région à se charger de programmes spécifiques de reboisement qui pourront même recevoir des fonds étrangers.

Le Brésil et la recherche forestière

L'Institut de Recherches Spatiales, organisme brésilien, et le Centre Européen de Recherches, organisme de la Communauté Européenne chargé des études de détection à distance ("remote sensing"), orientent un projet mondial de surveillance des forêts, dont les résultats seront présentés lors de la Conférence Mondiale sur la Surveillance des Forêts, au cours du premier semestre de 1992, à Sao Paulo. La première étape de ce projet, qui concerne 28 agences internationales, donnera priorité à l'étude des forêts tropicales et équatoriales de l'Amérique du Sud, de l'Asie et de l'Afrique.



Parmi les milliers d'espèces de la forêt amazonienne, on peut distinguer les cerfs du Pantanal de Mato Grosso (en haut), la panthère tachetée de la station écologique de Maraca, Roraima (en bas, à gauche), et l'ara bleu, lui aussi du Pantanal (en bas à droite).

